

Art. 3. Onze minister bevoegd voor Economie en Onze minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 mei 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Economie,
Mevr. F. MOERMAN

Art. 3. Notre ministre qui a l'Economie dans ses attributions et Notre ministre qui a la Justice dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 2004.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

La Ministre de l'Economie,
Mme F. MOERMAN

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2180

[C - 2004/29187]

12 MAI 2004. — Décret relatif au développement des synergies entre le monde de l'enseignement et le monde culturel (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisé et subventionné par la Communauté française.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « écoles » : tous les établissements d'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé;

2° « artiste » : toute personne morale reconnue ou subventionnée par les services du Ministère de la Communauté française et attestant d'une compétence professionnelle, artistique, culturelle et pédagogique ainsi que toute personne physique reconnue ou subventionnée par les services du Ministère de la Communauté française ou attestant d'une compétence professionnelle, artistique, culturelle et pédagogique.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 3. § 1^{er}. Le présent décret a pour objectifs :

1° de développer les synergies entre les mondes scolaire et culturel;

2° de lutter contre l'exclusion socioculturelle en encourageant l'expression culturelle et artistique des jeunes;

3° de faciliter l'accès à la culture pour tous les jeunes;

4° d'assurer la poursuite des actions culturelles et artistiques existantes et d'offrir la possibilité aux nouvelles initiatives soumises à l'approbation de la Commission créée par l'article 8 du présent décret de bénéficier des mesures du présent décret.

§ 2. Pour réaliser ces objectifs, le Gouvernement est chargé des missions suivantes :

1° mettre en place, pour les pratiques culturelles et artistiques visées par le présent décret, des actions de formation et d'information à l'attention de tous les enseignants et des artistes visés à l'article 2;

2° favoriser durablement l'initiation à une pratique culturelle, artistique active dans les écoles par la mise en place de projets d'activités culturelles et artistiques impliquant la communauté scolaire au sens large et les artistes ainsi que sensibiliser les écoles à la place accordée au livre et à la lecture.

§ 3. Pour la prise en charge des missions visées au § 2, le Gouvernement confie l'organisation, la gestion et la coordination aux services du Ministère de la Communauté française. Le cas échéant, le Gouvernement peut déléguer tout ou partie des missions visées au § 2 à un ou plusieurs opérateurs-coordonateurs extérieurs disposant d'une personnalité juridique distincte.

Le ou les opérateurs-coordonateurs, en collaboration avec les services du ministère de la Communauté française, sont notamment chargés de la mise en œuvre, de la gestion et de la coordination des activités culturelles et artistiques visées au § 2.

Dans cette hypothèse, Le Gouvernement établit une convention définissant les missions et les modalités de la collaboration entre ses services et le ou les opérateur(s)-coordinateur(s). Cette convention est d'une durée de cinq ans, renouvelable.

CHAPITRE III. — *Organisation des activités culturelles et artistiques*

Art. 4. Le Gouvernement arrête la forme, le contenu, les modalités de communication des appels à projets, ainsi que la date à laquelle ils sont communiqués aux écoles et/ou aux artistes.

Le Gouvernement communique chaque année les appels à projets à toutes les écoles et à leur pouvoir organisateur.

Cet appel à projets invite les écoles et, le cas échéant, les artistes à introduire auprès de ses services un ou plusieurs projets visés à l'article 3, § 2.

Les écoles peuvent introduire plusieurs projets lorsqu'ils s'inscrivent dans des disciplines culturelles et artistiques différentes et s'adressent à des élèves différents.

Les artistes peuvent introduire plusieurs projets.

Art. 5. Le projet d'activités culturelles et artistiques consiste en un document établi par l'école et/ou par l'artiste. Il est approuvé par le pouvoir organisateur ou son représentant.

Ce document prévoit notamment :

- 1° une proposition d'organisation des activités;
- 2° les collaborations envisagées avec les partenaires culturels reconnus;
- 3° le partenariat durable et l'engagement entre les équipes pédagogiques des écoles et les artistes formalisés dans une convention de partenariat;
- 4° le projet de budget.

Art. 6. Pour être recevable, le projet d'activités culturelles et artistiques doit comprendre les engagements suivants :

- 1° l'artiste s'engage à n'accepter qu'un seul projet par établissement scolaire;
- 2° l'établissement scolaire ne peut établir qu'un seul partenariat par projet et par discipline artistique;
- 3° les opérations culturelles et artistiques s'organisent, sauf dérogation accordée par la commission créée par l'article 8 du présent décret, sur une seule année scolaire.

Art. 7. Le Gouvernement fixe le modèle de convention de partenariat visé à l'article 5, 3°.

CHAPITRE IV. — *La commission de sélection et d'évaluation*

Art. 8. § 1^{er}. Il est créé une Commission de sélection et d'évaluation, dénommée ci-après « la Commission ».

§ 2. Elle est composée :

- 1° du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou de son représentant, qui la préside;
- 2° du Directeur général de la Direction générale de l'enseignement obligatoire ou de son délégué;
- 3° du Directeur général de la Direction générale de la culture ou de son délégué;
- 4° du Directeur général-adjoint du Service général des affaires pédagogiques et du pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française ou de son délégué, et de quatre représentants désignés par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs;
- 5° du Directeur général adjoint du Service général du pilotage du système éducatif ou de son délégué;
- 6° du fonctionnaire dirigeant du Service général de l'audiovisuel et des multimédias ou de son délégué;
- 7° de quatre représentants issus du monde culturel et de deux représentants issus du monde de l'enseignement désignés par le Gouvernement pour un délai de 5 ans, après appel à candidatures dont les modalités sont arrêtées par le Gouvernement;
- 8° de trois représentants du Gouvernement;
- 9° d'un représentant de la Cellule « Culture-Enseignement » du Secrétariat général;
- 10° s'il échet, de deux représentants de chaque opérateur-coordonateur visé à l'article 3, § 3.

Le secrétariat est assuré par les services du Ministère de la Communauté française.

Le Gouvernement arrête la liste nominative des membres de la Commission.

§ 3. Les membres visés au § 2, 1° à 7° siègent avec voix délibérative. Les membres visés au § 2, 8 à 10 siègent avec voix consultative.

§ 4. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur, qui détermine les modalités de son fonctionnement, et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 9. § 1. La Commission est chargée :

- 1° de statuer sur la recevabilité des projets;
- 2° d'examiner l'adéquation de l'objectif de chaque projet ainsi que des activités proposées avec l'objectif poursuivi par le présent décret;
- 3° d'examiner pour chaque projet l'adéquation des moyens humains et/ou matériels déterminés avec les activités proposées;
- 4° d'approuver et de sélectionner les projets examinés qui remplissent les conditions demandées.
- 5° de proposer au Gouvernement les montants et les bénéficiaires des subventions dans le cadre des projets sélectionnés.

§ 2. La Commission porte une attention particulière, dans sa mission de sélection, aux projets à destination d'un public qui éprouve des difficultés d'accès à la culture et aux pratiques artistiques et culturelles.

Art. 10. La Commission est convoquée par le Président, qui fixe l'ordre du jour de la réunion. Elle ne délibère valablement que si la moitié des membres est présent.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

CHAPITRE V. — *Octroi, liquidation et justification des subventions*

Art. 11. Dans la limite des crédits disponibles, sur proposition de la Commission, le Gouvernement arrête les montants et les bénéficiaires des subventions attribuées dans le cadre des projets sélectionnés.

Cette décision est notifiée immédiatement à l'école concernée et à l'artiste partenaire de chaque projet sélectionné et subventionné.

Art. 12. La subvention est octroyée pour une année scolaire et est justifiée par la production d'une déclaration de créance à laquelle sont annexés le bilan financier, un rapport d'activités ainsi que les pièces comptables justifiant l'utilisation de la subvention allouée.

Art. 13. Pour 2004, un montant de 1 025 400 EUR est consacré au subventionnement des objectifs et missions visés à l'article 3, § 1 et 2, dont la prise en charge est assurée par les services du Ministère de la Communauté française.

A partir de 2005, un montant d'au moins 978 280 EUR est consacré au subventionnement des objectifs et missions visés à l'article 3, § 1 et 2, dont la prise en charge est assurée par les services du Ministère de la Communauté française.

Du montant global visé à l'alinéa précédent, une somme d'au moins 68 200 EUR est attribuée, chaque année, à des projets spécifiques impliquant des écoles en discriminations positives.

Art. 14. Le Gouvernement arrête les autres modalités de liquidation et de justification des subventions.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 15. La Commission établit annuellement un rapport d'évaluation des projets mis en place. Ce rapport est transmis au Gouvernement pour le 31 décembre suivant l'année scolaire concernée.

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le 15 mai 2004.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 12 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Proposition de décret, n° 548-1. — Amendements de commission, n° 548-2. — Rapport, n° 548-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 5 mai 2004.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2180

[C — 2004/29187]

12 MEI 2004. — Decreet betreffende de ontwikkeling van synergieën tussen de onderwijswereld en de culturele wereld (1)

Het Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsveld en definities*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op het basis- en secundair, gewoon en buitengewoon onderwijs, georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. In de betekenis van dit decreet verstaan we onder :

1° "scholen" : elke instelling voor basis- en secundair, gewoon of buitengewoon onderwijs;

2° "kunstenaar" : elke rechtspersoon die erkend of gesubsidieerd wordt door de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en die een professionele, artistieke, culturele en pedagogische vaardigheid kan bewijzen, alsook elke fysieke persoon die erkend of gesubsidieerd wordt door de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en die een professionele, artistieke, culturele en pedagogische vaardigheid kan bewijzen.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 3. § 1. Dit decreet heeft als doelstellingen :

1° het ontwikkelen van synergieën tussen de wereld van het onderwijs en die van de cultuur;

2° het strijden tegen de socioculturele uitsluiting door culturele en artistieke expressie van jongeren aan te moedigen;

3° de toegang tot cultuur voor alle jongeren vergemakkelijken;

4° het verzekeren van de voortzetting van de bestaande culturele en artistieke acties en de mogelijkheid bieden aan nieuwe initiatieven, die worden ingediend voor goedkeuring bij de Commissie opgericht door artikel 8 van dit decreet, om te genieten van de maatregelen van dit decreet.

§ 2. Om deze doelstellingen te behalen, is de Regering belast met de volgende opdrachten :

1° het opstellen van opleidingen en het verschaffen van informatie aan alle leerkrachten en aan de kunstenaars bedoeld in artikel 2 over de culturele en artistieke activiteiten bedoeld in dit decreet;

2° het duurzaam bevorderen van de initiatie tot een culturele of artistieke vaardigheid beoefend in de school door het opstellen van culturele en artistieke activiteiten die de schoolgemeenschap in de brede zin en de kunstenaars betrekken, alsook het sensibiliseren van de scholen voor de plaats die moeten worden toegekend aan het boek en het lezen.

§ 3. Voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in § 2, vertrouwt de Regering de organisatie, het beheer en de coördinatie toe aan de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Als het geval zich voordoet, kan de Regering alle of een deel van de opdrachten bedoeld in § 2 delegeren aan één of meerdere externe operatoren-coördinatoren die beschikken over een afzonderlijke rechtspersoonlijkheid.

De operator(en)-coördinator(en) is (zijn), in samenwerking met de diensten van het ministerie van de Franse Gemeenschap, onder andere belast met de opstelling, het beheer en de coördinatie van de culturele en artistieke activiteiten bedoeld in § 2.

Binnen deze hypothese stelt de Regering een overeenkomst op die de opdrachten en modaliteiten definieert voor de samenwerking tussen haar diensten en de operator(en)-coördinator(en). Deze overeenkomst geldt vijf jaar en is hernieuwbaar.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie van de culturele en artistieke activiteiten*

Art. 4. De regering bepaalt de vorm, de inhoud en de modaliteiten voor de communicatie van de oproepen voor projecten, alsook de datum waarop ze worden meegedeeld aan scholen en/of kunstenaars.

De Regering deelt elk jaar de oproepen voor projecten mee aan alle scholen en aan hun inrichtende macht.

Deze oproep voor projecten nodigt de scholen en, als het geval zich voordoet, de kunstenaars uit om bij haar diensten een of meerdere projecten bedoeld in artikel 3, § 2 in te dienen.

De scholen kunnen verschillende projecten indienen, als ze zich inschrijven voor verschillende culturele en artistieke disciplines en als ze zich richten tot verschillende leerlingen.

De kunstenaars kunnen verschillende projecten indienen.

Art. 5. Het project voor culturele en artistieke activiteiten bestaat uit een document opgesteld door de school en/of de kunstenaar. Het wordt goedgekeurd door de inrichtende macht of zijn vertegenwoordiger.

Dit document bevat met name :

- 1° een voorstel voor de organisatie van activiteiten;
- 2° de samenwerkingen die worden voorzien met de erkende culturele partners;
- 3° het duurzame partnerschap en de verbintenis tussen de pedagogische teams van de scholen en de kunstenaars, vastgelegd in een partnerschapovereenkomst;
- 4° de ontwerpbegroting.

Art. 6. Om ontvankelijk te zijn, moet het project voor culturele en artistieke activiteiten de volgende verbintenissen inhouden :

- 1° de kunstenaar verbindt zich tot het aanvaarden van slechts één project per onderwijsinstelling;
- 2° de onderwijsinstelling mag slechts één partnerschap sluiten per project en per artistieke discipline;
- 3° de culturele en artistieke activiteiten worden georganiseerd binnen één enkel schooljaar, tenzij een afwijking wordt toegestaan door de commissie opgericht door artikel 8 van dit decreet.

Art. 7. De Regering bepaalt het model voor de partnerschapovereenkomst bedoeld in artikel 5, 3°.

HOOFDSTUK IV. — *De commissie voor selectie en evaluatie*

Art. 8. § 1. Er wordt een Commissie opgericht voor de selectie en de evaluatie, die hieronder "de Commissie" wordt genoemd.

§ 2. Ze is samengesteld uit :

- 1° de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn vertegenwoordiger, die de commissie voorziet;
- 2° de Directeur-generaal van het Directoraat-Generaal voor het verplichte onderwijs of zijn afgevaardigde;
- 3° de Directeur-generaal van het Directoraat-Generaal voor cultuur of zijn afgevaardigde;
- 4° de Adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst voor pedagogische zaken en de sturing van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde, en vier vertegenwoordigers aangeduid door de organen voor vertegenwoordiging en coördinatie van de inrichtende machten;
- 5° de Adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst voor de sturing van het onderwijs of zijn afgevaardigde;
- 6° de leidend ambtenaar van de Algemene dienst voor de audiovisuele sector en de multimedia of zijn afgevaardigde;
- 7° vier vertegenwoordigers uit de culturele wereld en twee vertegenwoordigers uit de wereld van het onderwijs aangeduid door de Regering voor een periode van 5 jaar, na een oproep voor kandidaturen waarvan de modaliteiten worden vastgelegd door de Regering;
- 8° drie vertegenwoordigers van de Regering;
- 9° een vertegenwoordiger van de Cel "Cultuur-Onderwijs" van het Algemeen Secretariaat;
- 10° als het geval zich voordoet, twee vertegenwoordigers van elke operator-coördinator bedoeld in artikel 3, § 3. Het secretariaat wordt verzekerd door de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De Regering bepaalt de naamlijst van de leden van de Commissie.

§ 3. De leden bedoeld in § 2, 1° tot 7° zijn stemgerechtigd. De leden bedoeld in § 2, 8 tot 10 hebben enkel een adviserende stem.

§ 4. De Commissie stelt haar reglement voor de interne orde dat de werkingsmodaliteiten bepaalt op, en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 9. § 1. De Commissie is belast met :

- 1° het beslissen over de ontvankelijkheid van de projecten;
- 2° het bestuderen van de overeenstemming van de doelstelling van elk project, alsook van de voorgestelde activiteiten, met de doelstelling die wordt vooropgesteld in dit decreet;
- 3° voor elk project de afstemming bestuderen van de vastgestelde menselijke en/of materiële middelen met de voorgestelde activiteiten;
- 4° het goedkeuren en selecteren van de bestudeerde projecten die voldoen aan de vereiste voorwaarden.
- 5° de bedragen en de begunstigden van subsidies in het kader van de geselecteerde projecten voorstellen aan de Regering;

§ 2. De Commissie besteedt, binnen deze selectieopdracht, bijzondere aandacht aan de projecten gericht aan een publiek dat moeilijkheden ondervindt bij de toegang tot de cultuur en tot artistieke en culturele activiteiten.

Art. 10. De Commissie wordt bijeengeroepen door de Voorzitter die de agenda van de vergadering vastlegt. Ze kan enkel geldige besluiten nemen als de helft van de leden aanwezig is.

De beslissingen worden genomen bij een tweederde meerderheid van de aanwezige leden.

HOOFDSTUK V. — *Toekenning, liquidatie en rechtvaardiging van subsidies*

Art. 11. Op voorstel van de Commissie, stelt de Regering de bedragen en de begunstigden van de subsidies toegekend in het kader van de geselecteerde projecten vast, binnen de beperking van de beschikbare gelden.

Deze beslissing wordt onmiddellijk meegedeeld aan de betrokken school en aan de partner-kunstenaar van elk geselecteerd en gesubsidieerd project.

Art. 12. De subsidie wordt toegekend voor een schooljaar en wordt gerechtvaardigd door het voorleggen van een schuldvorderingverklaring, vergezeld van een financiële balans, een activiteitenverslag en stukken van de boekhouding die bewijs leveren over het gebruik van de toegekende subsidie.

Art. 13. Voor 2004 werd een bedrag van 1.025.400 EUR gewijd aan de subsidiëring van de doelstellingen en opdrachten bedoeld in artikel 3, § 1 en 2, voor de rekening van en verzekerd door de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Vanaf 2005 wordt een bedrag van minstens 978.280 EUR gewijd aan de subsidiëring van de doelstellingen en opdrachten bedoeld in artikel 3, § 1 en 2, voor de rekening van en verzekerd door de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Van het totale bedrag bedoeld in de vorige alinea wordt jaarlijks een som van minstens 68.200 EUR toegekend aan specifieke projecten waarbij scholen voor positieve discriminatie worden betrokken.

Art. 14. De Regering legt de andere modaliteiten voor de liquidatie en de rechtvaardiging van de subsidies vast.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 15. De Commissie stelt jaarlijks een evaluatieverslag op van de uitgevoerde projecten.

Dit verslag wordt doorgegeven aan de Regering op 31 december volgend op het betreffende schooljaar.

Art. 16. Dit decreet wordt van kracht op 15 mei 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 548-1. — Commissie-amendementen, nr. 548-2. — Verslag, nr. 548-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 mei 2004.